

Séance du 23 mars 2021

RESULTAT DU VOTE  
Nombre de votants : 33  
Voix favorables : 33  
Voix défavorables : 0  
Abstentions : 0

DELIBERATION  
N° CFVU-2021-03-PMD-042

relative au régime des études et contrôle des connaissances du



Master deuxième année  
*Domaine Droit, Economie, Gestion*  
*Mention Droit des affaires*  
*Parcours Droit fondamental des affaires*

Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
  - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
  - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
  - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
  - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
  - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
  - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
  - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
  - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 23 février 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Droit des affaires parcours Droit fondamental des affaires**.

## **I - DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1 Objectifs de la formation**

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours Droit fondamental des affaires est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit interne, comparé et international, en particulier, en droit civil, droit des sociétés, droit fiscal, droit des entreprises en difficulté, droit du financement etc.

#### **Informations complémentaires sur la formation.**

Vous trouverez des informations complémentaires sur les fiches formation et RNCP. Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

### **ARTICLE 2 Conditions d'accès**

Droit à poursuite d'études : étudiant ayant été sélectionné à l'Université Toulouse Capitole en 1<sup>ère</sup> année de master Mention Droit des affaires parcours type Droit fondamental des affaires.

L'accès en deuxième année d'une formation du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master est de droit pour les étudiants qui ont validé la 1<sup>ère</sup> année du Master Mention Droit des affaires parcours type Droit fondamental des affaires à l'Université Toulouse Capitole.

Pour tous les autres cas : l'admission en Master 2 pour les étudiants ne bénéficiant pas d'un droit à poursuite d'études dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission.

### **ARTICLE 3 Redoublement**

Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par Le président sur avis du jury d'examen.

### **ARTICLE 4 Mobilité Internationale**

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants inscrit dans cette formation, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un.e étudiant.e, inscrit.e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures).

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixées par Le président de l'établissement.

## **TITRE II – ENSEIGNEMENTS**

### **ARTICLE 5 Organisation de la formation**

La formation est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) correspondant à des blocs de compétences, donnant droit à des crédits (ECTS).

Le contenu des U. E. et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

Les compétences associées à chaque bloc de compétences sont décrites en annexe.

L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant.

### **ARTICLE 6 Voie recherche**

L'étudiant rédige un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité. Le mémoire est soutenu devant un jury. La note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du Président de l'université. Cette inscription suppose remplies les exigences posées par l'Ecole doctorale de droit et sciences politiques.

L'étudiant effectue un stage obligatoire d'une durée minimale d'un mois.

L'étudiant peut réaliser une autre expérience que le stage. Dans ce cas là, cette expérience devra faire l'objet d'une convention pédagogique validée par le responsable pédagogique et pourra ainsi être prise en compte pour l'admission du diplôme.

- Les expériences professionnelles pouvant se substituer au stage sont les suivantes :
- CDD/CDI,
- Service civique,
- VIE (Volontariat International en Entreprise)
- VIA (Volontariat International en Administration)
- VTE (Volontariat territorial en Entreprise),
- Projet de création d'entreprise.

## **TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES**

### **ARTICLE 7 Organisation des examens**

Il existe une session unique d'examen. Les dates sont arrêtées par le responsable de la formation.

### **ARTICLE 8 Modalités d'évaluation de la session d'examen**

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un examen terminal écrit et/ou oral, ainsi que par un éventuel contrôle continu. Ces examens peuvent être organisés le samedi (cf. annexe 1).

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime, dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, pourra, après avis d'une commission, être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande au plus tard 10 jours après les épreuves de la session unique.

La présidence autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis de la commission constituée par la composante pédagogique.

#### **ARTICLE 9 Prévention du plagiat / Charte des examens**

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

#### **ARTICLE 10 Bonifications**

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

### **TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION**

#### **ARTICLE 11 Condition de validation des unités et des semestres**

Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation :

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► **Par compensation :**

La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

Dans le cas d'une absence pour motif impérieux et légitime, l'étudiant peut refuser de bénéficier de la compensation inter- semestrielle. Le refus de la compensation inter- unités ou inter- semestrielle est limité à l'année universitaire en cours. Le refus de compensation porte donc sur toutes les UE non validées d'un semestre ou d'une année.

La demande écrite du refus de compensation doit parvenir à la scolarité de la composante pédagogique pour le refus de compensation au plus tard la veille de la tenue du jury.

Ce refus est définitif.

## ARTICLE 12 **Conditions d'obtention d'une mention**

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

## ARTICLE 13 **Délivrance du diplôme de master**

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse, le 23 mars 2021

**Hugues KENFACK**



Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie  
Universitaire

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Compétences associées

Annexe 3 : liste des bonifications proposées par la  
composante dans le cadre de la formation

## Annexe 1 : Master 2 Droit des affaires, parcours Droit fondamental des affaires, année 2021-2022- SEMESTRE 3

BLOC DE COMPETENCES	Enseignement	ECTS	Heures	Nature épreuve CM	Total Points	Porteur/porté	Mutualisé avec
<b>COMPETENCES TRANSVERSALES</b>							
<b>UE1 : COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES</b>	Langue vivante Anglais	1	10	contrôle continu	20		
<b>COMPETENCES DE SPECIALITE</b>							
<b>UE2 : ANALYSER LA VIE DE L'ENTREPRISE AFIN DE DEFINIR UNE STRATEGIE</b>	Traitement des défaillances des entreprises	25	20	2 écrits de 5h sur deux matières tirées au sort	500		
	Droit des sociétés et des marchés financiers		20				
	Les biens de l'entreprise		20				
	Droit fiscal des affaires		20				
<b>UE3 : GERER LES CONTRAINTES LIEES A L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE</b>	Droit de l'arbitrage	4	10	oral sur une matière	80		
	Contrats internationaux		10				
	Droit de la concurrence interne et internationale		10				
	Droit du travail		10				
	Histoire du droit des affaires		10				
<b>Bonification</b>					<b>2 x 2 %</b>		
<b>TOTAL semestre 3</b>		<b>30</b>	<b>140</b>		<b>600</b>		

## Annexe 1 : Master 2 Droit des affaires, parcours Droit fondamental des affaires, année 2021-2022- SEMESTRE 4

COMPETENCES	Enseignement	ECTS	Heures	Nature épreuve CM	Total Points Note CM	Porteur/porté	Mutualisé avec
COMPETENCES TRANSVERSALES							
UE4 : APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Stage	2		Rapport d’activité	40		
UE5 : MAITRISER ET METTRE EN ŒUVRE LES OUTILS DE LA RECHERCHE	Méthodes des techniques juridiques	20	10	Mémoire et soutenance	400		
	Méthode de l'exposé discussion		10				
	Apprentissage des techniques de la recherche		5				
COMPETENCES DE SPECIALITE							
UE-6 : MAITRISER L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE DE L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE SECURISER LES ACTES JURIDIQUES DE LA VIE DE L'ENTREPRISE	Principes généraux du droit pénal des affaires	8	10	Oral transverse + matières des UE 2 et UE 3	160		
	Régime des obligations civiles et commerciales		10				
	Propriété industrielle et nouvelles technologies		10				
	Financement du crédit aux entreprises		10				
Bonification					2 x 2 %		
TOTAL SEMESTRE 4		30	35		600		
TOTAL ANNEE		60	175		1200		

## Annexe 2 : Compétences associées Master 2 Droit des affaires, parcours Droit fondamental des affaires, année 2021-2022

BLOC DE COMPETENCES	Compétences
<b>COMPETENCES TRANSVERSALES</b>	
COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère
APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Gérer des contextes professionnels et/ou des études complexes Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe Analyser ses actions en situation professionnelle Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale et développer une politique de RSE Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
MAITRISER ET METTRE EN ŒUVRE LES OUTILS DE LA RECHERCHE	Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques Développer une conscience critique Conduire une analyse réflexive
<b>COMPETENCES DE SPECIALITE</b>	
ANALYSER LA VIE DE L'ENTREPRISE AFIN DE DEFINIR UNE STRATEGIE	Maîtriser de manière approfondie les règles régissant la vie de l'entreprise de sa création à sa défaillance Etablir un diagnostic et fournir des préconisations Elaborer une stratégie pour favoriser le développement et la pérennité de l'entreprise
GERER LES CONTRAINTES LIEES A L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	Analyser les évolutions juridiques liées à l'activité de l'entreprise Evaluer les impacts de ces évolutions Identifier les risques juridiques Construire des modèles de prévention/résolution des litiges
MAITRISER L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE DE L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	Savoir appréhender une problématique juridique en intégrant différentes matières et sources Elaborer une analyse globale en réponse aux difficultés juridiques rencontrées par l'entreprise Proposer des solutions adaptées à ces difficultés



SECURISER LES ACTES JURIDIQUES DE LA VIE DE L'ENTREPRISE	<p>Garantir la bonne exécution des actes commerciaux de l'entreprise</p> <p>Analyser les droits et obligations de l'entreprise dans ses relations contractuelles</p> <p>Gérer la relation contractuelle avec les débiteurs et créanciers de l'entreprise</p> <p>Structurer le cadre juridique encadrant la relation client</p> <p>Apporter en interne une sécurité juridique aux pratiques commerciales de l'entreprise</p> <p>Rédaction de modèle de contrat,</p> <p>Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail</p>
--	---



### **ANNEXE 3 – BONIFICATIONS**

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :  
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.  
Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés,  
sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.  
Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.  
La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours  
Chaque composante pédagogique propose une liste de bonifications spécifiques  
Liste des enseignements donnant droit à bonification

#### **Valorisation semestre 1 et ou 2**

Activité sportive (organisée dans le cadre du DAPS) :

#### **Valorisation semestre 1 et ou 2**

Participation à l'orchestre des étudiants de Toulouse :

#### **Valorisation semestre 1 et ou 2**

Participation au chœur des étudiants de Toulouse :

#### **Valorisation semestre 1 et ou 2**

Ateliers de pratiques artistiques proposés et administrés par l'Espace Culturel, animés par des intervenants professionnels /

Ouverture des bonifications pour :

- lecture à haute voix
- chorale
- photographie argentique
- photographie numérique et nouvelles technologies
- musique assistée par ordinateur
- critique cinéma

Objectifs communs :

Développer une culture générale et artistique

Stimuler la créativité

Travailler l'oralité

Travailler son rapport à l'autre dans un groupe intergénérationnel et éclectique

Confronter son travail à un public.

Acquérir des qualités transférables dans la vie professionnelle et personnelle

Barèmes de notation : présentiel, implication, restitution.

En réflexion pour une bonification : l'atelier vidéo, arts plastique, écriture etc...

Inscription par formulaire auprès de l'Espace Culturel, gratuit pour les étudiants qui profitent des bonifications.

## **Engagement citoyen : Valorisation semestre 2**

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).

## **.Concours d'éloquence ouvrant Droit à bonification : (Droit) Valorisation Semestre 2**

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 9) Concours Claude Lombois droit international
- 10) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 11) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 12) European Human Rights Moot Court Competition
- 13) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 14) Concours Lysias
- 15) Concours national d'éloquence
- 16) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 17) Digital Law Moot Court Competition
- 18) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 19) Prix juridique Internet et media
- 20) Le marathon du droit
- 21) La Simulation de l'Organisation de l'aviation civile internationale
- 22) Les joutes de la Tesla